

31 MAI 95 14

10

SECRETARIAT
COMMISSIONS

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À
LA COMMISSION SPÉCIALE
SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE

CONCERNANT LE PROJET DE LOI 90
*"LOI FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE"*

PAR LA COALITION DES ORGANISMES
COMMUNAUTAIRES POUR
LE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI

LE 1er JUIN 1995

MÉMOIRE DE LA COALITION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

La Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre est heureuse de pouvoir être présente aujourd'hui afin de faire connaître son point de vue sur le projet de loi 90, **loi favorisant le développement de la formation professionnelle.**

Le débat qui entoure ce projet de loi est extrêmement important pour nos membres car il se situe au coeur de la vision de société que nous voulons pour le Québec. Nous souhaitons une société équitable reposant sur un juste partage des responsabilités de chacun et chacune dans le champ des politiques de développement de la main-d'oeuvre.

Ce mémoire est constitué de quatre sections. Dans la première, nous présenterons les grands buts et objectifs de notre Coalition. Deuxièmement, nous exposerons les enjeux soulevés par l'introduction de la loi 90. En troisième lieu, nous livrerons la position de nos membres et ferons part du rôle que devraient jouer les organismes communautaires dans la prestation de services de formation professionnelle pour la main-d'oeuvre québécoise.

1. PRÉSENTATION DE LA COALITION

La Coalition est composée des principaux regroupements d'organismes communautaires voués au développement de la main-d'oeuvre. Ainsi, elle compte parmi ses membres des organismes s'occupant des droits des sans emplois ou des travailleurs non-syndiqués, des organismes de développement de l'employabilité et finalement des organismes d'éducation populaire et d'alphabétisation. Nous avons joint à ce mémoire, la liste des organismes membres.

La Coalition des organismes communautaires a été formée dans le sillage de la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre. Les représentantes et représentants de la Coalition voulaient s'assurer que les intérêts des personnes sans emploi soient pris en compte au sein de la nouvelle institution responsable du développement de la main-d'oeuvre au Québec. La Coalition demandait également que le rôle des organismes communautaires dans le développement de la main d'oeuvre soit reconnu. Pour atteindre ces deux buts, les membres de la Coalition ont revendiqué auprès du gouvernement précédent un bloc de sièges réservé au milieu communautaire au sein de la SQDM, tant au niveau central que régional. Elle a aussi exprimé d'importantes critiques à l'égard de la loi 37 et souligné les impacts négatifs générés par la fragmentation des programmes de formation et de développement de la main-d'oeuvre.

Bien que la Coalition n'ait pas encore eu gain de cause en ce qui concerne sa représentation officielle au sein de la SQDM, elle s'assure une représentativité par le biais de Nancy Neamtan du RESO et de Pierre Paquet de l'ICEA, tous deux membres du Conseil de la SQDM. Ces personnes travaillent en étroite collaboration avec la Coalition afin d'assurer que la SQDM se préoccupe non seulement des personnes en emploi mais aussi de celles et ceux qui sont exclus du marché de travail. Elles veillent également à ce que les préoccupations des organismes membres de la Coalition soient pris en compte au sein de la Société.

Les principaux objectifs de la Coalition sont les suivants :

Lors de l'élaboration et de l'application de politiques de développement de l'emploi et de la formation professionnelle (incluant l'alphabétisation et la formation de base):

- I. assurer une place équitable aux populations marginalisées et exclues du marché du travail;
- II. assurer la reconnaissance des organismes communautaires comme des partenaires à part entière au même titre que les autres partenaires.

2. ENJEUX SOULEVÉS

Depuis une dizaine d'années, les transformations de l'environnement économique ont eu des impacts profonds sur la population québécoise. La mondialisation des marchés, l'accélération du développement de nouvelles technologies et la crise des finances de l'état ont bouleversé les façons traditionnelles de répondre aux problèmes du chômage et de la pauvreté. Ces deux problèmes sont devenus la préoccupation de l'heure de notre société. Avec un taux de chômage endémique¹ et plus de 800,000 personnes assistées sociales au Québec, personne ne peut remettre en cause l'ampleur de la crise qui secoue notre société.

Mais derrière ces chiffres s'incarnent des personnes défavorisés au plan de l'emploi. Ainsi, nous retrouvons des femmes qui demeurent encore confinées à des emplois sous-payés ou à temps partiel, des jeunes, avec ou sans diplôme, qui sont empêchés de prendre la relève de leurs aînés et, finalement, des personnes issues des communautés culturelles qui doivent se contenter d'emplois de bas niveau. La discrimination a encore un sexe, un âge et une couleur de peau au Québec.

Le manque d'emplois disponibles est le principal problème auquel sont confrontées les personnes sans emploi, le système économique ne remplissant plus sa mission de fournisseur d'emplois. Les sans emplois envisagent donc leur avenir avec inquiétude. Malgré tout, ils tentent, par dizaine de milliers et par une multitude de moyens, de réintégrer le marché du travail. Ils font face à de nombreux obstacles dans leurs démarches. En plus du manque d'emplois, leurs compétences sont dévaluées sur le marché du travail. Peu scolarisés, "plus de 50% des prestataires de la sécurité du revenu n'ont pas terminé leur secondaire V."², la plupart des sans emplois ont besoin de

¹Taux de chômage moyen au Québec en 1994: 12.2%, taux de chômage moyen de la région montréalaise en 1994: 12.5% , source: Statistique Canada.

²Plan régional de développement de la main-d'oeuvre, SQDM-Montréal, p. 12

périodes de recyclage et de perfectionnement, voire même de formation initiale. Malheureusement, notre système de formation professionnelle est loin d'avoir suffi à la tâche et ce, malgré que sa mission porte, entre autres, sur le relèvement du niveau de compétences de la population.

C'est auprès de ces personnes qu'interviennent quotidiennement les centaines d'organismes communautaires existant au Québec. Rappelons ici que face à tous ces problèmes, les organismes représentant des clientèles défavorisées ont toujours revendiqué un accès égal pour toutes et tous à la formation professionnelle ainsi qu'à une formation qualifiante.

Depuis quelques années, tous les partenaires du réseau de la main-d'oeuvre reconnaissent l'importance de la formation professionnelle. Les porte-paroles du secteur privé ont été les premiers d'ailleurs à réclamer un rôle accru dans l'élaboration des politiques de formation au Québec.

Pourtant, malgré les beaux discours et de l'aveu même des représentants patronaux, les pratiques ont été décevantes. On a souligné à multiples reprises que l'école était loin de répondre aux besoins de l'entreprise. Les syndicats se sont plaints à maintes reprises de la résistance du patronat quant au développement d'une culture de la formation en entreprise. Tous s'entendent cependant pour constater le retard du Québec dans l'implantation d'un système de formation professionnelle. Les conséquences du retard québécois dans ce domaine se font sentir à plusieurs niveaux, tant pour les entreprises en perte d'emplois que pour les travailleurs en perte de qualification.

Par ailleurs, les conséquences de ce retard au niveau de la formation continue sont également très importantes à l'égard des personnes exclues du marché du travail, durement confrontées au manque d'emplois. Pensons à l'absence d'un régime d'apprentissage pour les jeunes et aussi à l'absence d'un système d'encadrement de stagiaires en entreprise.

Soulignons, pour terminer, que durant la dernière décennie le gouvernement du Québec a restreint l'accès à une formation qualifiante pour les prestataires de la Sécurité du revenu. D'autre part, comme le gouvernement fédéral puise maintenant la majorité des sommes investies dans la formation à même la caisse de l'Assurance-chômage, il fait en sorte de réserver l'accès de la formation aux uniques prestataires de ce régime. Le régime d'assurance-chômage se retrouve détourné de sa vocation initiale d'être une assurance, c'est-à-dire une compensation financière en cas de perte d'emploi. Les effets de ces décisions politiques sont graves car elles privent toutes les personnes ne recevant pas de prestations gouvernementales (Sécurité du revenu ou assurance-chômage) de l'accès à la formation. Parmi ces personnes, on compte une bonne majorité de femmes vivant du revenu familial.

3. POSITION DES MEMBRES PAR RAPPORT À LA LOI 90

A. Pour la loi 90

LES MEMBRES DE LA COALITION APPORTENT LEUR APPUI À UNE LOI QUI ADMET LA RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES EN MATIÈRE DE FORMATION

Les organismes membres de la Coalition accueillent avec un grand enthousiasme le projet de loi 90. Ils sont particulièrement heureux de voir le Gouvernement du Québec admettre, par ce projet de loi, la responsabilité formelle des entreprises à investir dans le développement de la main-d'oeuvre en dépensant 1% de leur masse salariale dans la formation des ressources humaines.

B. Pour la création d'emplois

Une fois les premières réactions négatives passées, nous espérons que nos partenaires patronaux vont comprendre et prendre en main de manière constructive leur responsabilité. Il en va de l'avenir même de l'économie québécoise. En effet,

c'est seulement en misant sur le relèvement et le maintien des compétences de la main-d'oeuvre que les entreprises pourront rendre leur personnel plus productif. La productivité est un gage important de la compétitivité des entreprises. À moyen et long terme, les effets positifs de ce projet de loi se feront sentir au niveau de l'économie. Une remontée économique n'est-elle pas synonyme de création d'emplois?

C. Pour des mécanismes d'intégration au marché du travail

En reconnaissant l'investissement dans la formation d'apprentis ou de stagiaires, le projet de loi instaure des conditions propices à la formation d'une relève des travailleurs. Les membres de la coalition accueillent favorablement cette ouverture d'autant plus qu'elle permet l'embauche de personnel de remplacement au sein des entreprises. Cependant, cette mise en oeuvre de la formation d'apprentis ou de stagiaires devra se faire dans le respect des ententes syndicales contractées par les entreprises. Ainsi, nous éviterons de créer des zones d'hostilité à l'égard des nouveaux venus, pouvant être perçus à tort comme des "voleurs de jobs".

D. Pour la reconnaissance de la formation de base dans le développement de la formation professionnelle

Nous notons une omission importante dans le texte de loi. La formation de base n'est pas considérée comme faisant partie des mesures de formation professionnelle en entreprise. Compte tenu du taux d'analphabétisme élevé en entreprise, il nous semble important d'avoir une vision plus large de la formation en entreprise et de l'inclure dans cette loi. En haussant le niveau de formation de base des travailleuses et des travailleurs, on améliorera leur qualification générale et on leur permettra de mieux s'adapter aux nouvelles technologies.

E. Pour une formation qualifiante

Les organismes communautaires ont longtemps revendiqué l'accessibilité pour leur clientèles à des mesures de formation professionnelle qualifiante. Rappelons que les actuelles mesures d'employabilité comportent malheureusement de la formation professionnelle à rabais, écourtée, fragmentée, non reconnue et non transférable. Il faut viser le contraire: une formation qualifiante, transférable et sanctionnée par le ministère de l'Emploi et de la Concertation, permettant une plus grande mobilité des travailleuses et des travailleurs.

F. Pour des mécanismes d'évaluation de la formation en entreprise

L'instauration d'une politique de formation en entreprise ne va pas sans mécanisme d'évaluation. Il faut pouvoir évaluer la qualité de la formation ainsi que ses impacts sur l'entreprise et les personnes. Sans un système d'évaluation rigoureux, l'opération est risquée et servira surtout à entretenir une foule de fournisseurs de services. La ministre devra donc s'assurer que la formation dispensée en entreprise comporte un minimum de critères qui en assurent la qualité. Elle devra également veiller à ce que des mécanismes d'évaluation de la formation soient mis en place pour éviter que l'opération ne conduise à des échecs.

G. Pour des services de formation professionnelle aux sans emplois

Nous appuyons ce projet de loi, entre autres, parce qu'il permettra de dégager des ressources financières gouvernementales dont bénéficient présentement les entreprises via différents programmes administrés par la SQDM. Dans un souci d'équité, ces argents devraient être affectés à la formation des travailleuses et travailleurs qui ne sont pas couverts par la loi 90 ainsi qu'à celle des personnes sans emploi.

4. LE RÔLE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

La loi favorisant le développement de la formation professionnelle fait référence au secteur communautaire dans l'article 1 du chapitre 1, le désignant comme partenaire au même titre que les syndicats, le patronat et les milieux de l'enseignement. Cependant, le rôle du secteur communautaire n'est spécifié nulle part ailleurs dans le texte de loi. Pourtant ce secteur communautaire a un rôle actif à jouer dans l'éventualité où cette loi sera appliquée.

Certains des services développés par le secteur communautaire pourraient être utilisés par les entreprises dans le cadre de la loi 90. Ils pourraient ainsi être des dispensateurs de service de formation. Nous songeons à la formation de base, à l'alphabétisation et même à la formation professionnelle. Ces services ont été expérimentés dans le cadre de projets de concertation réunissant les partenaires du milieu. L'expérience d'alphabétisation des travailleurs de la compagnie Consumers'Glass a pu être réalisée grâce à la collaboration du RÉSO, du CEDA, de l'entreprise ainsi que des travailleurs.

Pensons, par ailleurs, à "La Puce communautaire" qui a offert des services de formation sur mesure en bureautique à des entreprises privées.

Les organismes communautaires de développement de l'emploi sont bien évidemment des spécialistes des mesures d'insertion des clientèles sans emploi. Leur expertise est tout à fait transférable auprès des personnes en emploi. La SQDM fait d'ailleurs actuellement appel à leur expertise pour offrir des services de counselling et de recherche d'emploi aux travailleuses et aux travailleurs confrontés à la précarité d'emploi. Il s'agit d'un autre volet où pourrait intervenir le communautaire.

Enfin, les stages en entreprises nécessitent l'élaboration de plan de formation, l'encadrement et le suivi des stagiaires. A nouveau, l'expérience des organismes de développement de l'employabilité en matière de counselling d'emploi pourrait s'avérer tout à fait utile dans ce cadre.

CONCLUSION

En guise de conclusion, il nous apparaît important de souligner que la loi favorisant le développement de la formation professionnelle doit s'inscrire dans une politique globale de développement de l'emploi au Québec. Le gouvernement du Québec doit donc avoir comme préoccupation première de rapatrier les pouvoirs de la province en matière de formation. Ainsi cesseront les dédoublements et le manque de cohérence globale et pourrons-nous alors miser sur une formation véritablement qualifiante pour toutes et tous, en emploi ou sans emploi.

1er juin 1995

COALITION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE

Association parrains des services extension du Québec (APSEQ)
Association des services externes de main-d'oeuvre (ASEMO)
Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFÉAS)
Association des mouvements-action chômage (AMACQ)
Association des clubs de recherche d'emploi du Québec (ACREQ)
Au bas de l'échelle
Carrefour Latino-américain
Centre de recherche-action sur les relations raciales (CRAAR)
Conseil permanent de la jeunesse (CPJ)
Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)
Conseil québécois de développement social (CQDS)
COPHAN
Corporation de développement de l'Est (CDEST)
Fédération des femmes du Québec (FFQ)
Fédération des associations de familles monoparentales du Québec (FAFMQ)
Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ)
Institut de formation et développement économique communautaire (IFDEC)
Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA)
L'R des centres de femmes
Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ)
Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ)
Regroupement québécois des organismes pour le développement de l'employabilité (RQUODE)
Relance économique du sud-ouest (RÉSO)
Université de Montréal, FEP